N° 1846

La Lettre de l'économie sociale

JEUDI 1er MAI 2025

© Shutterstock

La fédération Envie lance un cri d'alarme
PAGE 3

Pour une ville plus solidaire
PAGE 4

L'Unocam appelle à la concertation
PAGE 5

Redonner du sens au travail dans les ressourceries

Une étude récemment parue explore le rapport au travail des salariés en contrats d'insertion dans les ressourceries. Y sont mis en évidence des résultats positifs mais aussi, parfois, le « désenchantement » ressenti par ces employés.

Le Céreq, Centre d'études et de recherches sur les qualifications, a publié le 22 avril une étude consacrée aux expériences professionnelles dans les ressourceries et recycleries dotées du statut d'atelier et chantier d'insertion (ACI).

Cette enquête sociologique explore l'évolution du rapport au travail des salariés en contrats d'insertion de ces structures et veut mettre « *en lumière les ressorts, mais aussi les limites du "réenchantement" du travail vécu dans ce secteur* ».

Précision importante : les organismes enquêtés sont situés en zone rurale, comme 60 % des territoires couverts par une ressourcerie.

L'auteure, Jennifer Deram, est chargée d'études au Département travail emploi et professionnalisation du Céreq et chercheuse associée au Centre Pierre Naville de l'Université Paris-Saclay.

Le secteur du réemploi connaît un développement dynamique : le nombre de ressourceries et recycleries est passé de 7 en 2000 à 247 en 2024. Leur but est de récupérer des objets manfacturés et de leur donner « *une seconde vie* » par leur vente en boutique ou, lorsqu'ils ne sont pas réemployables, de les trier pour les valoriser dans les filières de recyclage.

56 % de ces structures, « *majoritairement associatives (96 %)* », relèvent de l'insertion par l'activité économique (IAE)[1]. Elles ont, dans ce cas, une double mission : contribuer à la réduction des déchets par le réemploi d'objets et offrir une opportunité professionnelle à des personnes éloignées de l'emploi. C'est ce deuxième point qu'étudie la note.

Une forme d'enchantement dans le travail

Les salariés en réinsertion perçoivent ce travail comme « *valorisant,* [...] *particulièrement en raison de son utilité écologique et sociale* ». Ils évoquent les idées d'« *éviter le gaspillage* », de proposer des « *petits prix* », ou encore de contribuer à l'existence d'un magasin de proximité, là où les zones commerciales sont éloignées.

De plus, constate l'auteure, cela « *permet la réactivation des liens sociaux indispensables à leur réintégration dans le marché du travail* ».

L'investissement dans le travail est •••

Numéro d'agrément : P928803

Pour une ville plus solidaire

Créée en 2016, la Fondation d'entreprise des solidarités urbaines se présente comme le « *laboratoire des bailleurs sociaux de la ville de Paris* ».

Elle offre un soutien financier, une mise en réseau et un accompagnement à des expérimentations franciliennes qui visent au « *développement d'une ville plus solidaire, collaborative et durable* ».
Afin d'encourager leur réplication ailleurs, la Fondation lance une collection de fiches techniques décrivant les objectifs du projet, la méthode et les outils utilisés, les moyens mobilisés, les résultats obtenus et les principaux enseignements recueillis. L'une des premières publications est consacrée à la recherche-action « rue de la Solidarité », menée par l'association D2L dans le quartier Danube du 19e arrondissement de Paris. Ce territoire souffrait d'un cadre de vie dégradé, d'un manque d'espaces de convivialité et d'une forte méconnaissance des ressources locales de la part des habitants. Le projet a mobilisé ces derniers à travers des marches exploratoires, des ateliers et chantiers participatifs, etc. Il s'est structuré autour de deux axes majeurs : la transformation du cadre de vie (végétalisation des espaces délaissés, *street art* à vocation esthétique et pratique, sécurisation des espaces partagés) et la création de services pratiques (grainothèque, boîte à livres, point de collecte de biodéchets, épicerie vrac, journal de quartier). D'autres fiches, d'ores et déjà disponibles, abordent des sujets tels que l'intégration des femmes immigrées, la biodiversité en milieu urbain, la réinsertion sociale et professionnelle des anciens détenus, l'accompagnement des jeunes LGBTQI + précaires, etc.

Voir fondationsolidaritesurbaines.fr, rubrique « Ressources »

Jocelyn Rigault

ENSEIGNER EN ZONES D'ÉDUCATION PRIORITAIRE

Fondée en 2015, l'association Le Choix de l'école, lauréate en 2019 de la Fondation La France s'engage (cf. *La Lettre* n° 1839), sélectionne, forme et accompagne des enseignants en zones d'éducation prioritaire. Elle forme et soutient des jeunes diplômés et professionnels dans leur reconversion vers le métier d'enseignant en territoire sensible. La formation initiale est complétée par un suivi régulier durant les deux premières années d'exercice. Présente dans six académies partenaires (Amiens, Créteil, Paris, Versailles, Aix-Marseille et Lille), l'association a déjà formé et accompagné 417 enseignants. 70 000 élèves ont eu un enseignant ainsi accompagné. L'ambition de Jocelyn Rigault, délégué général depuis juin 2024, est de « *renforcer l'impact de l'association en élargissant son réseau d'académies partenaires — en métropole comme dans les territoires ultramarins —, en formant davantage de professeurs, et en engageant plus encore tous les acteurs de la chaîne de l'éducation, ce afin de contribuer à une meilleure égalité des chances auprès des publics scolarisés en zones d'éducation prioritaire* ».

Plus d'informations : lechoixdelecole.org

Un média pour le grand âge

Rien ne prédestinait Olivia Rosi-Philouze, juriste d'affaires pendant quinze ans, à créer un journal destiné au grand âge. C'est « *la réalité vécue auprès de sa propre grand-mère* », suivie par huit ans de bénévolat en Ehpad, qui lui a donné l'idée de créer *Sensoriel Ma Gazette*, « *le média personnalisé qui donne une voix au cœur des aînés* ».
Sensoriel veut répondre à un problème bien documenté : selon une étude du ministère de la Santé de 2021, 2 millions de personnes âgées de 60 ans et plus vivent, en France, dans une solitude profonde, privées de liens réguliers avec leur entourage et, parmi elles, 530 000 se trouvent dans un isolement extrême. Ce mensuel, lancé en 2022, est « *entièrement personnalisé et accessible à tous grâce à ses formats papier et audio* ».
Pratiquement, chaque exemplaire est unique, préparé spécialement pour le destinataire, en intégrant des articles correspondant à ses centres d'intérêt, des jeux cognitifs adaptés à ses capacités et des messages personnels (textes, images, audios, voire vidéos) provenant de ses proches ou, à défaut, des équipes de *Sensoriel*. En outre, les Ehpad peuvent y inclure des messages destinés aux résidents et à leurs proches.
Il est déjà distribué dans une trentaine d'établissements grâce, notamment, au soutien de Malakoff Humanis. Quant au prix, il est de 6,90 € par mois. *Sensoriel* est édité par une SAS, Yvoniz, structure relevant de l'ESS, ainsi que l'indique l'Annuaire des entreprises mis à jour par l'administration.

Voir sensoriel.eu

Olivia Rosi-Philouze

© Christophe Pouget